

CAMPAGNE « LE GFF QUE NOUS VOULONS »

ÉTUDE DE CAS SUR LA ZAMBIE



Acknowledgements

1. **Action Global Health Advocacy**:- Soutien financier et technique
2. **Global Civil society Coordinating group for GFF**:- Collaboration et Partenariats
3. **Cabinet de Consultation E&K**:- Soutien Technique

Acronyms and Abbreviations

CSOs	Organisations de la société civile
GFF	Le Mécanisme de Financement Mondial
ICC	Comité de coordination interinstitutions
IDA	L'Association internationale de développement
MCP	Plate-forme nationale multipartenaires
MNCH	La santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant
MS	Ministère de la santé
RMNCAH-N	Santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et nutrition
ODD	Objectifs de développement durable
CSU	Couverture sanitaire universelle
ONU	Nations Unies
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ONU Femmes	Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OMS	Organisation mondiale de la santé

Résumé Analytique

Aperçu du Mécanisme de financement mondial du pays

La Zambie fait partie des pays de la quatrième vague du GFF qui ont rejoint l'année 2019. Le gouvernement zambien a utilisé le comité de pilotage RMNCAH-N du Comité de coordination interagences (CCI) existant comme groupe de travail technique chargé de piloter le GFF. Le GFF a aidé le ministère de la Santé dans ses efforts pour rassembler les différentes parties prenantes impliquées dans la promotion des efforts du RMNCAH-N dans le pays.

Le GFF se concentre actuellement sur l'aide au ministère de la Santé pour articuler un ensemble clair de réformes visant à renforcer le secteur de la santé primaire pour faire avancer les initiatives du RMNCAH-N. La Zambie se concentre actuellement sur l'élaboration d'un dossier d'investissement et la cartographie des ressources existantes afin de déterminer les domaines prioritaires. La pandémie de COVID-19 a bloqué le processus de développement du dossier d'investissement.

Le comité directeur du RMNCAH-N du CCI est composé d'un groupe de travail technique chargé d'élaborer le dossier d'investissement et d'une plateforme nationale distincte réunissant les parties prenantes. On s'efforce actuellement de réunir tous les acteurs du RMNCAH-N. Actuellement, les sociétés civiles occupent trois sièges dans la plateforme nationale multipartenaires et deux sièges dans le groupe de travail technique. Les OSC ne disposent pas actuellement d'un groupe de coordination qui leur servirait de plateforme de plaidoyer et de responsabilité pour le GFF.

Évolution de la participation des OSC dans le cadre du GFF

En Zambie, les OSC ont été initialement engagées dans le processus du GFF par le biais de leur représentation de la Churches Health Association of Zambia (CHAZ) qui faisait déjà partie du CCI en tant que représentant des OSC avant le début du processus du GFF dans le pays. En octobre 2019, les OSC ont fait pression pour une représentation accrue dans la plateforme du GFF, ce qui a conduit au Centre for Reproductive Health and Education (CRHE) et au Population Council en tant que représentants supplémentaires des OSC. Les informations recueillies lors des entretiens menés avec les OSC suggèrent que les OSC semblent manquer de mécanismes pour renforcer l'inclusivité entre elles. Il n'y a pas encore eu de mécanisme standardisé pour impliquer les OSC dans la stratégie nationale du GFF, et l'engagement au niveau national a été incohérent. Il n'existe actuellement aucune plateforme de réseau pour les OSC travaillant sur les processus du GFF, les premières initiatives étant menées par CITAMPlus pour former un réseau de coordination pour les OSC.

Histoires de réussite du GFF

Le GFF a permis de réaliser des progrès importants dans l'intensification des interventions du RMNCAH-N dans les pays qui l'ont mis en œuvre. Ces progrès ont conduit à l'amélioration générale des systèmes de soins de santé primaires dans ces pays. Parmi les succès constatés au Zambie, on peut citer :

- La priorité accordée au RMNCAH-N dans le programme national.
- Accroître les efforts de coordination pour le RMNCAH-N ;
- Sensibilisation des décideurs aux questions relatives au RMNCAH ; et
- Accroître la transparence du processus du GFF.

Défis à relever dans le cadre du GFF

Plusieurs défis ont été identifiés au cours du processus du GFF, qui ont entravé l'accélération de la réalisation des objectifs du RMNCAH-N. Voici quelques-uns des défis relevés :

- Fonds limités pour les OSC ;
- Manque de synergie et de coordination des interventions et des acteurs ;
- Manque de coordination dans la facilitation des efforts ; et
- Manque de communication de la part de la Banque mondiale

Recommandations pour améliorer le GFF

Pour que le GFF atteigne ses objectifs, le présent rapport recommande les actions suivantes aux différents groupes de parties prenantes :

- Les OSC doivent s'organiser, soit par le biais des mécanismes existants, soit en créant un nouveau réseau spécifique au processus du GFF ;
- La coalition des OSC devrait travailler au renforcement des capacités des OSC et des jeunes pour mettre en œuvre les efforts du RMNCAH-N ;
- Les représentants des OSC au sein du groupe d'investisseurs doivent organiser des réunions régulières de consultation et de partage d'informations afin d'informer les OSC de ce qui se passe dans le processus du GFF ;

Le GFF devrait faire pression sur le gouvernement pour qu'il partage les informations essentielles

- avec les différents partenaires afin de renforcer la responsabilité conjointe ;
- Le GFF devrait offrir davantage de possibilités de financement aux OSC ;
- Le gouvernement national doit envisager des interventions fiscales et politiques qui amélioreront l'espace fiscal pour la santé et la transition de la prestation de services RMNCAH-N de la dépendance aux donateurs vers des mécanismes de financement nationaux durables ;
- Le GFF doit explorer les possibilités d'accroître la participation du secteur privé et d'autres organismes donateurs ;

Aperçu du Mécanisme de financement mondial

Le processus de formation du pays GFF

La Zambie fait partie des pays de la quatrième vague du GFF qui ont rejoint l'année 2019, avec d'autres pays comme le Tchad, le Ghana, le Mali et la Mauritanie. Le lancement du GFF en Zambie a inclus l'emploi d'un agent de liaison local et la désignation d'un point focal gouvernemental. Le comité de pilotage du RMNCAH-N du Comité de coordination interagences (CCI) existant a été accepté comme plateforme nationale multipartenaires (MCP). Le GFF a aidé le ministère de la Santé dans ses efforts pour impliquer les OSC et le secteur des affaires dans le développement des investissements et en tant que participants à la plate-forme nationale.

Le gouvernement de la Zambie a utilisé les structures existantes pour la planification du RMNCAH comme plateforme nationale du GFF. Le Comité de coordination inter-agences (CCI), en particulier, a été le principal vecteur des activités de coordination du GFF.

CSO SUN

La valeur ajoutée du GFF en Zambie évoluera au fur et à mesure que le dossier d'investissement se développera. Le GFF semble apporter une valeur ajoutée en aidant le Ministère de la Santé (MDS) à articuler un ensemble clair de priorités de réforme liées aux résultats du RMNCAH-N à travers une variété de documents de planification existants, tels que le Plan Stratégique National de Santé et la Feuille de Route du RMNCAH-N. Le processus soutenu par le GFF aidera le ministère de la Santé à mobiliser des ressources étrangères de plus en plus coordonnées pour soutenir ces priorités, ainsi qu'à améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources nationales.

Les priorités actuelles de la Zambie sont les suivantes :

- **Développer le dossier d'investissement.** La Zambie est en train d'élaborer son dossier d'investissement afin de définir le plan stratégique qui guidera les efforts du pays en matière de RMNCAH-N. Le pays est en train de valider le dossier d'investissement.
- **Cartographie des ressources et suivi des dépenses.** La Zambie est en train de cartographier ses ressources existantes pour l'aider à déterminer les domaines prioritaires dans son dossier d'investissement.
- **Renforcement de la sensibilisation du secteur privé.** La Zambie dispose d'un secteur privé diversifié qui pourrait être intéressé par le dossier d'investissement, et des discussions préliminaires avec des représentants du secteur pour participer à la plate-forme nationale ont déjà commencé. Il s'agit notamment d'entreprises qui ne sont pas directement impliquées dans la prestation de services de santé par le biais de plateformes publiques, comme l'industrie minière. La création et l'exécution du dossier d'investissement sont l'occasion de mieux intégrer leurs activités dans la plate-forme nationale.
- **Collecte de données pour la prise de décision.** La Zambie a l'intention d'utiliser les données de l'enquête démographique et sanitaire (EDS) lancée pour améliorer les analyses d'équité en tant que contribution à l'analyse situationnelle du dossier d'investissement. Cela fournira une base de référence à partir de laquelle établir des objectifs et des interventions réalistes dans le dossier d'investissement.

Cadre de gouvernance du GFF

Le GFF est géré par le comité directeur du CCI RMNCAH-N, qui dépend du ministère de la Santé. Le comité directeur mène actuellement le dialogue national pour développer le dossier d'investissement. Le comité directeur du CCI RMNCAH-N est composé d'un groupe de travail technique chargé d'élaborer le dossier d'investissement et d'une plateforme nationale distincte réunissant les parties prenantes.

Le GFF est relativement jeune dans le pays. Des efforts sont actuellement déployés pour rassembler tous les acteurs impliqués dans la promotion de l'accès aux initiatives de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et de nutrition (RMNCAH-N) dans le pays. Les efforts actuels rassemblent le secteur privé, les sociétés civiles et les organisations confessionnelles. Les sociétés civiles occupent actuellement trois sièges dans la plateforme nationale multipartenaires et deux sièges dans le groupe de travail technique.

Les représentants des OSC aux plateformes nationales sont les suivants : Center for Reproductive Health & Education (CRHE), The Churches Health Association of Zambia (CHAZ) et Population Council. Le CRHE et le Population Council ont été choisis par la société civile lors de la première réunion d'engagement des OSC sur le GFF qui s'est tenue en octobre 2019, tandis que CHAZ faisait déjà partie du CCI en tant que représentant des OSC avant le début du processus GFF dans le pays. Les représentants des OSC au sein du groupe de travail technique sont les suivants : L'Association sanitaire des églises de Zambie (CHAZ) et l'OSC Scaling Up Nutrition (SUN). Les OSC présentes à la plateforme nationale et à l'élaboration du dossier d'investissement n'ont pas été en mesure d'accéder à des fonds pour participer à cette plateforme, elles ont dû chercher des fonds dans différents domaines pour leur permettre de participer au processus.

Les OSC ne disposent pas actuellement d'un groupe de coordination qui leur servirait de plateforme de plaidoyer et de responsabilité pour le GFF. Le manque de clarté des rôles et des responsabilités des autres membres de la plateforme est un problème majeur qui explique la faible performance du MCP. Malgré la création de la plateforme, seuls quelques membres ont accès au Protocole d'accord (PA) ou aux termes de référence (TdR) de la plateforme. En outre, la transparence du partage de l'information (en particulier du gouvernement vers les OSC) est faible parmi les membres.

Développement du dossier d'investissement du pays

Le groupe de travail technique organise actuellement un dialogue national afin d'incorporer des données qui seront intégrées dans le dossier d'investissement. Le groupe de travail a travaillé pour assurer l'inclusion de toutes les parties prenantes à travers les différentes étapes du développement du dossier d'investissement. Les acteurs clés de l'espace RMNCAH-N ont été impliqués dans les différentes étapes du développement du dossier d'investissement. Les sociétés civiles ont été impliquées à travers les différentes étapes, en s'assurant que le dossier d'investissement reflète pleinement leurs voix et les voix des communautés locales.

La pandémie de COVID-19 a bloqué le processus de développement du dossier d'investissement. Le groupe de travail technique a réalisé une analyse de la situation du secteur de la santé afin de déterminer les réformes qui permettront au pays de soutenir les initiatives du RMNCAH-N. Par la suite, les réformes ont été classées par ordre de priorité et les initiatives ont été chiffrées pour être mises en œuvre dans le pays. Actuellement, le GFF est en train de valider le dossier d'investissement, l'objectif étant de le finaliser d'ici le début de l'année 2022.

Le groupe de travail technique a invité des agences internationales et des partenaires locaux à l'aider à développer le dossier d'investissement. Le groupe de travail s'est appuyé sur les forces combinées de six organisations internationales - UNFPA, UNICEF, ONU Femmes, OMS, ONUSIDA et la Banque mondiale - qui ont plaidé pour l'amélioration de la santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente. L'OMS a dirigé les efforts de priorisation des réformes de santé, tandis que l'UNFPA a dirigé l'évaluation des coûts des réformes de santé.

Les efforts actuels en matière de santé proposés pour être inclus dans le dossier d'investissement comprennent :

- La gestion des données. Les réformes de la santé visent à améliorer l'efficacité de l'enregistrement des statistiques nationales sur les naissances et les décès. Des efforts ont été suggérés sur la manière de mettre en place une base de données nationale pour suivre ces statistiques.
- Le renforcement des capacités des RHS. Des réformes ciblées pour améliorer les compétences des ressources humaines dans le domaine de la santé (HRH) et les former à la meilleure façon de traiter les principaux problèmes nationaux de santé. Un renforcement supplémentaire des capacités a été proposé dans les domaines suivants : gestion de la santé reproductive et traitement des cas de violence sexuelle et sexiste.
- La logistique et la gestion de la chaîne d'approvisionnement : Réformes ciblées sur la manière de rationaliser la chaîne d'approvisionnement du secteur de la santé en ce qui concerne le transport des vaccins.
- Réformes financières : Réformes ciblées sur la meilleure façon d'étendre le régime national d'assurance maladie à la couverture d'assurance. Cette mesure vise à garantir un accès équitable aux soins de santé en termes d'accessibilité financière et à aider le pays à atteindre son objectif de couverture universelle des soins de santé (CSU).
- Collaboration et intégration. Les réformes ciblées visent à rassembler tous les ministères, les agences gouvernementales et les acteurs privés pour défendre les initiatives du RMNCAH-N. Parmi les suggestions, citons : l'inclusion du ministère de l'Agriculture dans les initiatives visant à améliorer l'accès à une nutrition adéquate et l'inclusion du ministère du Genre dans les réformes visant à lutter contre la violence sexuelle et sexiste.
- Qualité - Efforts pour améliorer le niveau des établissements de santé dans le pays.

Participation des OSC au cadre du GFF

Évolution de la participation des OSC au cadre du GFF

En Zambie, les OSC ont été initialement engagées dans le processus du GFF par le biais de leur représentation de la Churches Health Association of Zambia (CHAZ) qui faisait déjà partie du CCI en tant que représentant des OSC avant le début du processus du GFF dans le pays. En octobre 2019, les OSC ont fait pression pour une représentation accrue dans la plateforme du GFF, ce qui a conduit au Centre for Reproductive Health and Education (CRHE) et au Population Council en tant que représentants supplémentaires des OSC. Les informations recueillies lors des entretiens menés avec les OSC suggèrent que les OSC semblent manquer de mécanismes pour renforcer l'inclusivité entre elles. Il n'y a pas encore eu de mécanisme standardisé pour impliquer les OSC dans la stratégie nationale du GFF, et l'engagement au niveau national a été incohérent. Il n'existe actuellement aucune plateforme de réseau pour les OSC travaillant sur les processus du GFF, les premières initiatives étant menées par CITAMPlus pour former un réseau de coordination pour les OSC.

En raison d'un manque de partage d'informations entre les parties prenantes, les progrès du GFF en Zambie sont inconnus. Les initiatives de responsabilisation des OSC dans le pays sont entravées par un manque de partage de l'information.

CITAMPlus

Service Delivery

Les OSC ont été impliquées dans le plaidoyer en faveur de la politique publique des systèmes de santé, ce qui implique le suivi de divers plans d'investissement gouvernementaux, ainsi que le lobbying stratégique sur les questions ayant un impact sur les personnes marginalisées. En ce qui concerne le mécanisme du GFF, les OSC ont été impliquées dans des efforts de plaidoyer pour assurer la responsabilité des fonds reçus. Le SUN Movement et CITAMPlus ont été parmi les principales parties prenantes à demander activement l'inclusion de plus d'OSC dans le processus du GFF. En tant que membre de la commission multipartite sur l'alimentation et la nutrition, le coordinateur SUN CSA de Zambie veille à ce que les voix de la société civile soient entendues par le gouvernement sur les questions de nutrition. Parmi les priorités actuelles des OSC qui travaillent dans le cadre des processus du GFF, on peut citer :

- La participation aux ateliers de priorisation du GFF qui sont actuellement en cours ;
- La participation à l'élaboration de théories du changement, ce qui inclut la définition d'indicateurs ; et
- L'inclusion des jeunes dans les processus du GFF.

Rôle des OSC dans le cadre du GFF

Les OSC jouent un rôle essentiel en comblant le fossé entre le GFF, le gouvernement et les communautés locales. Elles travaillent directement avec les membres de leurs communautés locales pour relever les défis de l'accès aux soins de santé maternelle et infantile. Les OSC obtiennent et défendent également la voix des communautés locales au niveau national et mondial du GFF. Les rôles des OSC en Zambie sont présentés ci-dessous :

Mobilisation de ressources financières.

Le CRH et la Planned Parenthood Association of Zambia ont collaboré avec le gouvernement pour rétablir la ligne budgétaire de 9,3 millions USD pour les fournitures de santé reproductive, dont 1,9 million USD provenait de recettes générées localement. Les OSC sont également des acteurs importants dans l'élaboration des politiques et stratégies de santé que les donateurs peuvent soutenir.

Participation aux politiques publiques

Dans certains cas, les OSC et les acteurs étatiques concernés participent de manière responsable à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des politiques de RMNCAH en Zambie. Les organisations faîtières de la société civile et les forums de consultation ont influencé les processus politiques nationaux tels que la formulation, et la mise en œuvre de la stratégie de communication et de plaidoyer sur la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et la nutrition 2018-2021.

La société civile n'est pas suffisamment impliquée dans les décisions politiques de la Zambie. Le plus souvent, les OSC sont amenées à participer aux discussions politiques une fois que les décisions ont déjà été prises. Dans les cas où elles sont amenées à participer à des discussions préliminaires sur les politiques, les recommandations présentées par les OSC ne sont souvent pas mises en œuvre.

CITAMPlus

Les OSC ont été impliquées dans le plaidoyer en faveur de la politique publique des systèmes de santé, ce qui implique le suivi de divers plans d'investissement gouvernementaux, ainsi que le lobbying stratégique sur les questions ayant un impact sur les personnes marginalisées. En ce qui concerne le mécanisme du GFF, les OSC ont été impliquées dans des efforts de plaidoyer pour assurer la responsabilité des fonds reçus. Le SUN Movement et CITAMPlus ont été parmi les principales parties prenantes à demander activement l'inclusion de plus d'OSC dans le processus du GFF. En tant que membre de la commission multipartite sur l'alimentation et la nutrition, le coordinateur SUN CSA de Zambie veille à ce que les voix de la société civile soient entendues par le gouvernement sur les questions de nutrition. Parmi les priorités actuelles des OSC qui travaillent dans le cadre des processus du GFF, on peut citer :

- La participation aux ateliers de priorisation du GFF qui sont actuellement en cours ;
- La participation à l'élaboration de théories du changement, ce qui inclut la définition d'indicateurs ; et
- L'inclusion des jeunes dans les processus du GFF.

Rôle des OSC dans le cadre du GFF

Les OSC jouent un rôle essentiel en comblant le fossé entre le GFF, le gouvernement et les communautés locales. Elles travaillent directement avec les membres de leurs communautés locales pour relever les défis de l'accès aux soins de santé maternelle et infantile. Les OSC obtiennent et défendent également la voix des communautés locales au niveau national et mondial du GFF. Les rôles des OSC en Zambie sont présentés ci-dessous :

Mobilisation de ressources financières.

Le CRH et la Planned Parenthood Association of Zambia ont collaboré avec le gouvernement pour rétablir la ligne budgétaire de 9,3 millions USD pour les fournitures de santé reproductive, dont 1,9 million USD provenait de recettes générées localement. Les OSC sont également des acteurs importants dans l'élaboration des politiques et stratégies de santé que les donateurs peuvent soutenir.

Participation aux politiques publiques

Dans certains cas, les OSC et les acteurs étatiques concernés participent de manière responsable à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des politiques de RMNCAH en Zambie. Les organisations faîtières de la société civile et les forums de consultation ont influencé les processus politiques nationaux tels que la formulation, et la mise en œuvre de la stratégie de communication et de plaidoyer sur la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et la nutrition 2018-2021.

La société civile n'est pas suffisamment impliquée dans les décisions politiques de la Zambie. Le plus souvent, les OSC sont amenées à participer aux discussions politiques une fois que les décisions ont déjà été prises. Dans les cas où elles sont amenées à participer à des discussions préliminaires sur les politiques, les recommandations présentées par les OSC ne sont souvent pas mises en œuvre.

CITAMPlus

Dans certains cas, les OSC et les acteurs étatiques concernés participent de manière responsable à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des politiques de RMNCAH en Zambie. Les organisations faîtières de la société civile et les forums de consultation ont influencé les processus politiques nationaux tels que la formulation, et la mise en œuvre de la stratégie de communication et de plaidoyer sur la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et la nutrition 2018-2021.

Prestation de services

Dans certains cas, les OSC et les acteurs étatiques concernés participent de manière responsable à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des politiques de RMNCAH en Zambie. Les organisations faîtières de la société civile et les forums de consultation ont influencé les processus politiques nationaux tels que la formulation, et la mise en œuvre de la stratégie de communication et de plaidoyer sur la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et la nutrition 2018-2021.

Engager les communautés locales

Dans certains contextes, les OSC peuvent avoir accès aux communautés là où les acteurs gouvernementaux ne le peuvent pas. Les OSC sont en mesure d'amplifier la voix des communautés locales pour s'assurer qu'elles sont impliquées dans les décisions qui les concernent. Ceci est particulièrement important car les intérêts de la population pauvre de Zambie, notamment les femmes, les enfants et les jeunes, ne sont pas suffisamment pris en compte dans la prise de décision et les réformes politiques, surtout face à de sévères mesures d'austérité.

Enseignements tirés

Cas de réussite

Le GFF offre un énorme potentiel pour révolutionner le financement et la mise en œuvre des priorités du RMNCAH-N et le paysage du développement. Voici quelques-unes des réussites constatées dans le cadre du processus national du GFF en Zambie.

Priorité accordée au RMNCAH-N dans les agendas nationaux.

Le GFF a créé un mécanisme pour financer le RMNCAH-N dans les pays membres, ce qui a permis de le rendre prioritaire dans le programme de santé de la Zambie. Cela a permis d'améliorer les systèmes de santé dans les établissements de soins de santé primaires, ce qui a permis de sauver des vies d'enfants et de mères. Le gouvernement a également augmenté ses investissements pour améliorer la prestation de services dans les établissements de santé.

Accroître les efforts de coordination pour le RMNCAH-N

Des efforts concertés ont été déployés pour inclure dans la plateforme nationale le secteur privé et les sociétés civiles qui jouent un rôle dans la promotion des efforts du RMNCAH-N dans le pays. Cela a permis d'accroître les efforts de coordination des efforts du RMNCAH-N en augmentant les efforts de synergie entre les membres qui soutiennent des initiatives similaires.

Sensibilisation des décideurs politiques aux problèmes du RMNCAH.

La mise en place du GFF dans le pays a permis de mieux faire connaître les problèmes du RMNCAH-N dans le pays. Le dialogue national visant à identifier les réformes du secteur de la santé a conduit à l'identification de tous les problèmes qui entravent le succès des efforts du RMNCAH-N. Cela a conduit à une approche ciblée pour identifier les domaines à fort impact qui doivent être abordés.

Accroître la transparence du processus du GFF.

Les efforts de plaidoyer des OSC ont conduit à une augmentation de l'inclusion des OSC dans la plateforme nationale (de un à trois créneaux OSC). Cela a permis d'accroître la transparence du processus du GFF et les progrès réalisés par les OSC pour assurer la participation au processus du GFF. Les membres initiaux de la plateforme nationale et de la plateforme technique étaient des sociétés civiles proposées par le gouvernement et n'étaient donc pas pleinement représentatives des besoins des OSC.

Difficultés

Plusieurs défis ont été identifiés au cours du processus du GFF, qui ont entravé l'accélération de la réalisation des objectifs du RMNCAH-N. La résolution de ces défis offre l'opportunité de se rapprocher de la CSU.

Des fonds limités pour les OSC

Les OSC ont du mal à trouver des fonds pour financer leurs opérations, les fonds du GFF étant versés directement aux gouvernements nationaux par la Banque mondiale. Les OSC doivent dépendre de leurs propres ressources et des fonds des donateurs pour coordonner les efforts du RMNCAH-N dans le pays. Cela a également limité l'implication des OSC dans le développement du dossier d'investissement.

Les OSC présentes à la plate-forme nationale et à l'élaboration du dossier d'investissement n'ont pas été en mesure d'accéder à des fonds pour participer à cette plate-forme, elles ont dû chercher des fonds dans différents domaines pour leur permettre de participer à l'élaboration du dossier d'investissement.

CSO SUN

Manque de coordination dans la facilitation des efforts.

Le GFF en est encore à ses débuts en Zambie, et la participation des OSC à l'ICC RMNCAH-N est moins active. Les réunions avec le comité directeur de l'ICC RMNCAH-N sont en suspens depuis le début de la pandémie de COVID-19. Cela a limité la visibilité de l'accent mis sur le pays par le secteur privé et les sociétés civiles. Le gouvernement est moins actif dans le partage d'informations sur ses progrès, ce qui fait que les OSC ont moins de visibilité sur la façon dont l'investissement national dans les initiatives du RMNCAH-N est coordonné.

Synergie et coordination des interventions et des acteurs.

En Zambie, la mauvaise coordination et la communication ont été notées comme des obstacles majeurs à une participation efficace des OSC au processus du GFF. Si certaines OSC ont fait preuve d'une grande compréhension des processus du GFF, l'accès au matériel du GFF était inégal à travers le pays, car les personnes impliquées n'interagissaient pas systématiquement avec la communauté élargie des OSC. De nombreuses OSC n'ont appris à connaître le dossier d'investissement du pays et le rôle des OSC que lors de discussions nationales soutenues par les donateurs, et non par leurs pairs.

Manque de communication de la part de la Banque mondiale

La Zambie a été caractérisée par des flux d'informations limités de la part des responsables de la Banque mondiale. La Banque mondiale a adopté une approche discrète depuis décembre 2020, ce qui a entraîné un manque de flux d'informations sur les progrès du GFF vers les autres parties prenantes. Cette situation a entraîné des difficultés dans la coordination de l'élaboration du dossier d'investissement par d'autres parties prenantes en dehors du GFF et des responsables gouvernementaux.

En Zambie, la Banque mondiale n'a pas pris de mesures délibérées pour informer les OSC du statut du GFF. Cela a entravé les tentatives des OSC de garantir que les fonds du GFF reçus au niveau national soient correctement comptabilisés.

CITAMPlus

Recommandations

Pour que le GFF atteigne ses objectifs, le présent rapport recommande les actions suivantes aux différents groupes de parties prenantes :

Sociétés civiles

Coordonner le leadership des OSC

Il est essentiel qu'une OSC s'organise, soit par le biais de mécanismes existants, soit en créant un nouveau réseau spécifique au processus du GFF. Les OSC peuvent s'informer mutuellement sur le processus, se mettre d'accord sur les canaux à utiliser et créer/adapter des messages de plaidoyer ciblés et fondés sur des preuves.

Renforcer les capacités des OSC

Les OSC ont besoin d'être formées afin de mieux assumer leurs responsabilités dans le cadre du GFF. Il pourrait s'agir d'améliorer les capacités des OSC à effectuer un travail analytique et à produire des justifications fondées sur des données probantes pour justifier et susciter un financement national plus important des activités du RMNCAH-N. Dans la pratique, cela pourrait se faire par le biais de groupes de travail formels des OSC pour le GFF. Une partie du renforcement des capacités peut se faire par le biais d'un apprentissage entre pairs, dans lequel les OSC apprennent les unes des autres au sein des groupes de travail.

Informier périodiquement les OSC de ce qui se passe dans le processus du GFF

Les représentants des OSC au sein du groupe d'investisseurs doivent organiser régulièrement des réunions de consultation et de partage d'informations afin de s'assurer que toutes les parties prenantes de la société civile intéressées sont bien informées des processus en cours dans le cadre du GFF et qu'elles abordent les défis et les possibilités de renforcer l'engagement de la société civile dans le GFF.

GFF

Renforcer la responsabilité conjointe

Le mécanisme du GFF prévoit que la plateforme nationale multipartenaires soit un forum inclusif qui dirige et gère les activités du GFF au niveau de chaque pays participant au GFF, sous la supervision du ministère national de la santé. Les résultats de l'entretien montrent un manque d'inclusion, d'ouverture et de systèmes de responsabilité dans la MCP en Zambie. Le GFF devrait organiser des réunions périodiques sur la qualité en Zambie afin de mettre les différentes parties prenantes au courant des initiatives récentes dans le cadre des efforts du RMNCAH-N.

Offrir des possibilités de financement aux OSC.

Le GFF devrait rendre les subventions existantes plus prévisibles et plus cohérentes afin de permettre aux OSC de bénéficier d'un plus grand nombre de possibilités de financement. mise en réseau, coordination et alignement autour du GFF. Les possibilités d'engagement sont souvent entravées par le manque de ressources pour organiser des réunions, payer les transports et la logistique.

Gouvernement

Allouer plus de ressources aux activités du RMNCAH pour assurer la pérennité de l'espace fiscal.

L'aspect d'additionnalité des mécanismes du GFF est important puisque la réalisation durable de la CSU ainsi que des objectifs de résultats sanitaires de la RMNCAH-N dépend d'un financement national durable de la santé. Les gouvernements nationaux doivent envisager des interventions fiscales et politiques qui amélioreront l'espace fiscal pour la santé et qui feront passer la prestation de services RMNCAH de la dépendance aux donateurs à un financement par des mécanismes de financement nationaux durables. L'amélioration de l'espace fiscal permettra d'étendre le paquet de prestations essentielles pour couvrir les services de RMNCAH et garantir l'accès universel à ces services en tant que prestation non contributive pour tous les citoyens.

Assurer une communication opportune et transparente sur le GFF et son processus

Le manque de clarté concernant les processus du GFF, ainsi que les rôles et points d'entrée potentiels pour les OSC, a été noté comme un obstacle en Zambie. Pour stimuler un engagement significatif de la société civile et des autres parties prenantes, il est essentiel de fournir au public des informations actualisées et facilement accessibles sur les priorités, les processus, les politiques et les résultats du GFF - aux niveaux mondial, régional, national et infranational. La création d'une plateforme spécialisée pour la société civile et d'une stratégie de communication, ainsi que l'engagement de la société civile au sein du comité éditorial du GFF, font partie des recommandations.

Groupe d'investisseurs

Documenter les progrès réalisés dans les activités du RMNCAH

Des réunions périodiques sur la qualité doivent être organisées pour mettre les différentes parties prenantes au courant des initiatives récentes dans les efforts du RMNCAH-N. La responsabilité doit être renforcée dans l'ensemble de l'écosystème, en identifiant les différentes parties prenantes (par exemple, le gouvernement, les OSC, les institutions confessionnelles, les citoyens, les jeunes, les donateurs) et en les obligeant à assumer le rôle unique qu'elles jouent.

Secteur privé

Renforcer l'inclusion du secteur privé

Le secteur privé, malgré son faible niveau d'implication dans le développement du dossier d'investissement, fournit le RMNCAH-N dans le cadre de sa responsabilité sociale d'entreprise. Il est nécessaire de voir comment le secteur privé peut contribuer à la santé publique. Par exemple, il serait intéressant d'étudier comment les ressources du secteur minier (l'extraction du cuivre est largement contrôlée par le secteur privé) peuvent être utilisées pour améliorer la santé publique.

Annexe

Annexe 1 : Liste des organisations participant à l'étude de cas

#	NOM DE L'ORGANISME	PARTIE PRENANTE
1	CITAMPlus	OSC
2	Centre pour la santé et l'éducation génésique	OSC
3	Scaling up Nutrition (SUN) Zambia	OSC
4	EEAS Europa	Agence internationale
5	Chambre de Commerce	Secteur privé
6	GFF	GFF
7	OMS	Agence des Nations Unies
8	UNICEF	Agence des Nations Unies
9	Ministère du développement national et de la planification	Gouvernement

CAMPAGNE « LE GFF QUE NOUS VOULONS »

ÉTUDE DE CAS SUR LA ZAMBIE

